

Entretien de M. François Hollande, Président de la République, dans le quotidien grec "Ta Nea" du 18 février 2013, sur les relations entre la France et la Grèce et la crise dans la Zone euro.

Q - En Grèce, nous avons un gouvernement de coopération soutenu de trois partis politiques. Pensez-vous que les gouvernements de coalition soient la solution à la crise ?

R - Chaque pays choisit librement son gouvernement de manière démocratique. Je constate qu'à la suite des élections de juin dernier, trois partis ont fait le choix de surmonter leurs divergences pour assurer le maintien de la Grèce dans la zone euro.

Et c'est cet esprit de responsabilité qui a convaincu l'ensemble des Européens de faire confiance à la Grèce.

Q - Vous avez une longue expérience politique, vous êtes le président d'un des plus grands pays européens. Quel est le message que vous souhaitez passer au peuple grec, à l'heure actuelle ?

R - Pour la France, la Grèce n'est pas un partenaire comme les autres. Une longue histoire nous unit qui a toujours vu nos deux pays côte à côte, dans les heures sombres, comme dans les heures heureuses. Je pense ici au retour de la démocratie, à l'adhésion à la C.E.E. et à l'entrée de la Grèce dans la zone euro.

Les Français sont solidaires du peuple grec dans les épreuves qu'il traverse. Le sens de ma visite aujourd'hui est d'apporter le soutien de la France pour que la Grèce réussisse et pour que l'Europe avance avec elle.

Q - Monsieur le Président, il est vrai que vous vous rendez dans un pays détruit. Comme les pays du sud, la Grèce est entièrement soumise à des politiques d'austérité qui entraînent une récession profonde, la flambée du chômage mais également une perturbation dramatique du système politique. Quels sont vos sentiments face à tout cela ?

R - La crise frappe durement les pays de l'Europe du sud. Mais nul n'est épargné et la croissance s'est partout ralentie, même en Allemagne. En France nous faisons face à une forte augmentation du chômage avec tout ce qu'elle représente de drames humains.

En Grèce les sacrifices demandés à la population ont été plus douloureux qu'ailleurs.

L'assainissement des finances publiques est nécessaire mais ne peut suffire. C'est pourquoi des mesures de soutien à la croissance sont indispensables. Je suis venu à Athènes pour dire la disponibilité de la France à y contribuer, par une coopération entre nos administrations, par l'engagement des entreprises françaises, par la mobilisation des fonds européens. Je refuse une Europe qui condamnerait les pays à une austérité sans fin.

Q - Paris fait preuve de solidarité envers Athènes pendant la crise. Néanmoins, des sociétés françaises importantes, le Crédit agricole, la Société Générale ou Carrefour quittent la Grèce. Cela pourrait signifier que le secteur privé français ne fait pas confiance à l'avenir de la Grèce dans la zone euro ?

R - Non, au contraire, la France a agi pour que le doute soit levé sur le maintien de la Grèce dans la zone euro, pour qu'une solution d'ensemble soit trouvée fin 2012. Le secteur privé français est prêt à prendre le relais. La confiance est de retour. Comment pourrait-il en aller autrement, après tous les sacrifices que la Grèce a endurés, après tout le chemin qu'elle a parcouru pour réduire son déficit et engager des réformes. après tout le travail réalisé avec les Européens ?

son action et engager des réformes, après toutes les années avec les Européens.

Beaucoup d'entreprises françaises sont présentes ici de longue date et elles sont restées, malgré la crise. Certaines, peu nombreuses, ont pu faire un choix différent. Mais j'appelle les investisseurs français à saisir toutes les opportunités qui s'offrent à eux en Grèce. C'est notre intérêt commun.

Q - Les privatisations sont une priorité pour le gouvernement hellénique. Peut-on imaginer que de grandes entreprises françaises, dans le secteur du courant électrique ou de la gestion des ressources en eau, manifestent leur intérêt pour les privatisations grecques ?

R - Les secteurs comme l'énergie et l'eau sont reconnus comme des domaines d'excellence du savoir-faire français. Les conditions sont donc favorables et je ne doute pas que nos grandes entreprises participeront aux appels d'offres qui seront lancés. Et l'engagement pour la Grèce que j'observe d'entreprises de taille moyenne, et pas seulement de grands groupes, est le signe le plus encourageant pour l'avenir.

Q - Dans vos déclarations, vous insistez sur la nécessité de mettre l'accent sur la croissance en Europe. Néanmoins, l'euro a commencé à grimper à nouveau, ce qui frappe les exportations de plusieurs pays, comme celles de la France. Comment l'Europe pourra-t-elle redevenir compétitive avec une monnaie aussi dure ? L'euro serait-il finalement une monnaie à la mesure de l'Allemagne et des pays du Nord ?

R - Il y a aujourd'hui un risque d'une compétition exacerbée à travers les taux de change. Or le niveau d'une monnaie ne saurait fluctuer au gré des humeurs du marché car ce sont aussi des emplois qui sont en jeu. Et comment admettre que les efforts de compétitivité puissent être annihilés par des mouvements de change ? Il ne s'agit pas de remettre en cause l'indépendance de la Banque centrale européenne mais de nous projeter résolument vers la réforme du système monétaire international, dont on parle depuis si longtemps, et dont l'urgence est chaque jour plus grande. Le communiqué du G20 qui vient de se réunir à Moscou est un pas dans cette direction.

Q - Est-ce que la montée de la violence politique en Grèce mais aussi celle des forces extrêmes, telle Aube dorée, vous préoccupe ? Pensez-vous que la République hellénique soit désormais fragilisée ? L'Europe en est-elle responsable ?

R - Oui. Et cette montée des extrêmes se retrouve dans bien des pays d'Europe. Là où la détresse sociale, le chômage peuvent être exploités par des démagogues qui veulent rompre avec l'Europe et désigner l'étranger comme l'ennemi. C'est une régression insupportable. La meilleure façon de combattre ces tentations, c'est d'être intraitable dans la lutte contre le racisme, mais d'être aussi déterminé pour retrouver de la croissance.

Q - Pensez-vous que la hausse de la monnaie unique remettra sur l'avant-scène le problème d'une Europe à plusieurs vitesses, où le Nord et le Sud coexistent difficilement ? Est-ce que le sentiment anti-européen qui se développe dans les sociétés vous préoccupe ?

R - Je n'accepte pas la division entre une Europe du nord et une Europe du sud, nous sommes dans le même ensemble. Chaque État doit contribuer à la compétitivité et à la croissance, par la gestion rigoureuse de ses comptes publics et par des réformes. Chaque État doit également savoir qu'une solidarité existe et que nous sommes unis dès lors que nous partageons la même monnaie.

Enfin si nous avons fait l'Europe, c'est pour faire tomber les murs, celui de la dernière guerre mondiale, celui de la guerre froide. Il ne peut être question aujourd'hui d'ériger celui de la suspicion. L'Europe est un ensemble de règles faites de discipline et de solidarité.